

---

**De l'ordre public à la sécurité individuelle: la lutte contre les coutumes du Sertão du Ceará, Brésil, pendant la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle**

**Da ordem pública à segurança individual: a luta contra os costumes do Sertão do Ceará, durante a segunda metade do século 19**

*José Ernesto Pimentel Filho*

Professor do Departamento de História e docente da Pós-Graduação em Ciências Jurídicas, ambos na UFPB.

---

**Extraits: l'idéologie du naturel pacifique du peuple de l'Empire <sup>1</sup>**

À titre d'introduction au problème de la recherche, voici deux extraits des rapports officiels des présidents de la Province du Ceará. Ils parlent de la « *tranquillité publique* » :

La tranquillité, dont cette belle province profite depuis longtemps, n'a pas été pas altérée, ni même menacée par le moindre événement depuis votre dernière réunion, et n'ayez crainte, elle ne le sera pas.

Le naturel pacifique et la vocation à l'ordre de son peuple, l'esprit de justice et de modération qui prévaut aujourd'hui en matière de politique nationale et dans

**RESUMO:** Il s'agit d'un article qui discute l'apparente contradiction entre deux types de discours, lesquels sont trouvés sur des rapports officiels brésiliens concernant les questions de justice et de police pendant le 19<sup>ème</sup> siècle. L'un des types parle de la paix régnant dans l'ordre public et l'autre raconte des histoires de violence et d'insubordinations venues de plusieurs cotés sociaux. En fait, on voit un jeu d'apparence et de réalité, des valeurs de la bonne société et le miroir de ce qu'elle pensait du peuple, ce dernier-ci comme une image stéréotypée. La méthodologie du travail va du document historique et de la révision critique jusqu'à une théorie du stéréotype créé autour de « l'homme inculte ». **Palavras-chaves:** Droits Sociaux; Politique Pénale; Brésil.

---

<sup>1</sup> Ces idées ont été développées dans une thèse de doctorat soutenue par l'auteur à l'Université de São Paulo, doctorat en Histoire Économique, en 2002. Puis je les ai présentés le 24 mars 2005 au séminaire de Michel Ralle à l'Institut Hispanique, UP IV, Paris.

le courage de tous les brésiliens, et l'excellence de nos institutions où toutes les aspirations legitimes trouvent la satisfaction la plus complète et tous les maux publics [trouvent] un remède légal, constituent des garanties sûres de la continuité de ce repos dont l'ombre (sic) nous permet de prospérer; finalement, nous monterons à la hauteur des destins qui nous sont réservés [dans l'avenir].<sup>2</sup> (**Rapport des Présidents de Province-Ceará**<sup>3</sup>, 01 / jul / 1849.)

Le naturel pacifique du peuple du Ceará a montré sa vocation pour l'ordre dans ces différentes luttes, et sauf quelques criminels qu'on assez d'astuce pour fausser les actes de l'élection provinciale, à Aquiraz, et de l'élection primaire à S. João do Principe, il n'y a rien eu de nature à compromettre la régularité des élections qui se sont déroulés dans le calme parfait.

(...)

Si l'état de la tranquillité publique de la province est remarquable, la sécurité individuelle n'est pas encore un fait pour que l'administration s'affaiblisse<sup>4</sup>. (**RPP-CE**, 12 / fev / 1862.)

Dans ces rapports si standardisés la partie suivante traite de la sécurité individuelle. C'est la partie sanguinaire et cruelle du rapport. D'une part, le cadre de la sécurité individuelle donne l'apparence d'une province barbare où il y a beaucoup de criminels. C'est l'enfer. D'autre part, l'ordre public, les hommes attachés à la politique et à ses partis, recevaient un traitement superficiel. Quand ils parlent de l'ordre politique, ils donnent l'image de la docilité et d'un « naturel pacifique ». Ça montre toujours l'image d'un paradis. Cela ressemble un peu à des portraits en diptyque dont parle Alain Corbin : « c'est bien cette implacable logique qui conduit à considerer comme

---

<sup>2</sup> Extrait originel : "A tranquilidade que a tantos annos felizmente desfructa esta bella provincia, não foi alterada, nem de leve ameaçada por acontecimento algum d'esde a vossa ultima reunião, nem ha receio de que o venha a ser. A indole pacifica e ordeira de sua população, o espirito de justiça e moderação, que hoje predomina na politica do paiz, e no animo de todos os brasileiros, e a excellencia de nossas instituições, onde todas as aspiraçoens legitimas encontram a mais plena satisfação, e todos os males publicos o seo remedio legal, são garantias seguras da continuação d'esse socego a cuja sombra vamos prosperando, e havemos de atingir afinal a altura dos destinos que nos estão reservados".

<sup>3</sup> Désormais on va utiliser l'abréviation "RPP-CE" suivie de la date.

<sup>4</sup> Extrait originel : "A indole do povo cearense por mais uma vez se mostrou ordeira e pacifica n'essas diferentes luctas, e á excepção de alguns criminosos manejos (sic) para a falsificação das actas da eleição provincial, no Aquiraz, e da eleição primaria em S. João do Principe, nada houve que compromettesse a regularidade das eleições que se fizeram em perfeita calma". (...) "Se é notavel o estado da tranquillidade publica da provincia, ainda a segurança individual não é n'ella um facto por que se desvaneça a administração."

assez mince la part de réel restituée par une description qui nous renseigne autant et plus sur les convictions du locuteur que sur l'objet du discours » (CORBIN, 1991, p. 109).

Il s'agit de comprendre la façon dont ce fossé, si large, entre les deux discours – concernant à l'ordre public et concernant à la sécurité individuelle – exclut tout ce qui appartient à la politique. En fait, on apporte les informations de la violence des partis politiques vers la Justice Criminelle ou tout simplement on les efface. Ça change, pour une fois, notre compréhension de la politique et notre compréhension de la criminalité dans l'Etat seigneurial brésilien. Le désordre devient l'ordre, et l'ordre devient le désordre. Donc il faut toujours se méfier de ces documents, puisque l'analyse de la criminalité ne peut pas s'éloigner de l'analyse de la politique.

Il y avait d'autres connotations moins évidentes. D'abord, il s'agissait d'une formule officielle pour montrer du respect devant la classe seigneuriale locale. Le président de la province était nommé par l'Empereur et le Conseil d'Etat ; quand on parle de ce personnage, on doit penser à une personne responsable de la liaison entre l'Empereur, le Conseil d'Etat et une élite locale composée par des seigneurs : la bonne société de la Province. La tranquillité était l'Etat ; c'est à dire l'image même du président de la province et du pouvoir représenté par lui ; c'était même l'image virile de l'Empereur et de l'Empire. Si le président de la province et ses amis montraient des faiblesses, cela supposait, en même temps, que leur parti était fragile et qu'il contrôlaient mal leur province face à la Cour. L'image de la tranquillité publique est précieuse, puisqu'elle signifie la permanence du président provincial comme le chef du pouvoir exécutif et la bonne présence de la paix dans la province. De ce point de vue, on parle d'une image qui est une reproduction même des rapports écrits par la Cour. En fait, le « naturel pacifique du peuple du Ceará » est une traduction du « naturel pacifique des brésiliens » qui est présent dans les rapports produits par le Ministère de la Justice de l'Empire.

### **Histoire et production de la criminalité**

Dans la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, l'Etat s'inquiète du problème du vagabondage et de la mendicité, surtout après 1870. Il y accorde de l'attention donnée à cause du perfectionnement de l'expérience politique de l'Etat – la première Constitution a été établie en 1824 – qui essaie d'aller plus loin dans la répression tout court et cherche à se faire présente à partir d'un autre type de pouvoir, plus large et plus distributif. Dans une dimension économique, il apparaît une préoccupation de plus en plus grande à l'égard de l'organisation du travail libre et du contrôle des populations pauvres d'origine indigène, européenne et métisse, qui vivaient dispersées dans les « *sertões* » de l'Empire. Les formes plus aiguës du problème étaient envisagées par l'État dans ce qu'il nommait oisiveté ou résistance physique violente.

Pour Ilmar de Mattos (1990), les élites impériales ont acquis un monopole de la main d'oeuvre. Elles stimulaient le marché interne et, par conséquence, le déplacement de la main d'oeuvre esclave, ce qui favorisait les zones rurales plus riches. En plus, cette opération allait au-delà du monde du travail esclavagiste car elle exigeait un contrôle tout à fait complexe du travail libre. Ce contrôle était fait par l'État seigneurial.

Ces relations sociales ont été étudiées par Maria Sylvia Carvalho Franco (1983) quand elle a parlé des hommes libres dans l'ordre esclavagiste. On se rappelle aussi d'une étude sur les pauvres à Bahia pendant le 19<sup>ème</sup> siècle, **Mendigios, moleques e vadios na Bahia do Século 19** (FRAGA FILHO, 1996).

Pendant le 19<sup>ème</sup> siècle, les chefs de police et les présidents du Ceará voyaient la province comme un espace agro-pastoral et sa capitale comme un espace déjà pacifiée. En évoquant Norbert Elias, on peut dire que la paix était un processus de civilisation pour ces hommes. Quand ils réfléchissaient sur un crime, ils ne pensaient pas au phénomène urbain. Ils pensaient, d'abord, au peuple de campagne avec des traits qui ressemblent à la pensée aristocratique du 18<sup>ème</sup> en Europe : « étranges individus » ; comme disait La Bruyère à la fin du 17<sup>ème</sup> siècle « des mâles et des femelles, répandus

par la campagne, noirs, livides et tout brûlés par le soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible » (*apud* GARNOT, 1990, p. 86).

En fait, la capitale « alencarina » n'était guère développée. Même ainsi, à la fin du siècle, le roman « A normalista » (Adolfo Caminha) parlait d'une ville « modorrenta ». On disait cela pour faire la description d'une société assoupie – au sens figuré – ou même d'une société « stupide ». Il se peut que le sens plus précis de ce qui est « modorrento » peut se traduire par le mot « léthargie ».

Si la Cour était lointaine, Recife est un modèle de civilité pour ce romancier. Il faut dire que Adolfo Caminha n'était pas le seul à s'exprimer de cette manière sur la capitale de Pernambuco. Manoel d'Oliveira Paiva – qui a écrit **Dona Guidinha do Poço** – avait la même opinion. Les étudiants, les professeurs et toute la « petite bonne société locale » prenaient la faculté de Droit à Recife et le Séminaire d'Olinda pour des modèles d'institution d'enseignement.

Au niveau du discours, l'absence de moral (dans le sens de l'ensemble des facultés mentales) était aussi important que l'absence d'argent pour l'exclusion des cercles de la bonne société. Plus sensibles aux intérêts matériels, la Cour donnait une grande importance aux « subsistances ». Elles étaient envisagées « *sans aucun doute comme la première* » raison dans l'étiologie criminelle – C'est ce que pensait le ministre de la Justice de l'Empire du Brésil en 1859, M. João Lustosa da Cunha Paranaguá<sup>5</sup>. L'instruction publique était placée en deuxième plan.

En 1859, le Ministère de la Justice a reçu, exceptionnellement, des tableaux statistiques parvenues de toutes les provinces. C'était une quantité tout à fait singulière pour les statistiques brésiliennes à cet époque-là. On compte 53 affaires jugées dans la province de Rio de Janeiro, à l'exception de la Cour. À Bahia 164 et à Minas on en compte 146. Le Ceará a jugé 169 délits la même année. Il y a dans ce rapport le total des

---

<sup>5</sup> RMEI-MJ (Rapport des Ministres d'Etat de l'Empire brésilien - Ministère de la Justice), 1859, João Lustosa da Cunha Paranaguá (1860), p. 3 e 4.

homicides et des blessures (1848). Il s'agit des affaires jugées jusqu'en 1857. On voit que la présence quantitative du Ceará dans ces statistiques est remarquable. Le rapport compte 64 homicides et 70 blessures. À Bahia et à Sergipe – c'est à dire les provinces qui étaient en seconde place dans les statistiques – on trouve 41 homicides jugés. Par rapport aux blessures, il n'y a aucune province qui ait une soixantaine de délits jugés.

On trouve dans les intrigues judiciaires du Ceará au 19<sup>ème</sup> des personnages attachés au travail et qui luttent pour survivre. Les gens prient et font de la « samba » – comme ils appelaient les fêtes communautaires, souvent données après une cérémonie religieuse. Il éclate, dans le divertissement et dans la conversation amicale, une divergence, des blagues de la vie intime et des mots reçus comme une faute humiliante, une agression. Il y a toujours un sens d'honneur et du privé intouchable. Toucher ce qui est intime peut occasionner une bagarre. L'autre est toujours disposé à « fazer pouco de alguém », c'est-à-dire à donner peu d'importance à quelqu'un. Le moral est considéré comme un bien précieux. Un comportement pacifique et moins viril est un signe de fragilité, de servilité et d'inaction. Les femmes subissent des agressions et quelques-unes s'adressent à la Justice pour faire respecter leurs droits.

### **L'archive vient**

#### **I**

Mois de juillet 1873, Joaquim Jerônimo da Silva était dans un champs de « maniçoba » [plante régionale] dans un endroit appelé Conceição. Les gens, qui ont été dénoncés dans ce procès, ont dit qu'il n'avait pas d'autorisation pour continuer son travail. Il a répondu qu'il n'avait pas besoin de demander d'autorisation à personne. Cette querelle a été suivie d'une lutte corporelle.

#### **II**

Année 1874. João Simião de Oliveira, 37 ans, célibataire était dans une réunion de famille dans la maison de José Victorino de Cunha. Il est allé à une « latada » [une

structure rustique pour se protéger du soleil dont la couverture est construite par des plantes], derrière la maison principale, pour allumer sa pipe. Lucia Maria do Espírito Santo l'a accompagné pour l'aider ainsi que la femme de Manoel Joaquim qui passait par là. Manoel n'a pas hésité à planter plus d'un coup de couteau dans le corps de João. La victime n'est pas décédée. Des témoins ont attribué l'évènement aux "jalousies que son agresseur a de sa femme à l'égard de presque tous les hommes" ["ciúmes que o seu agressor tem de sua mulher com quase todo homem"]. Petite ferme appelée São João, « distrito » de São Bernardo, « termo » du village de Cachoeira, « comarca » de Jaguaribe-Mirim<sup>6</sup>.

### III

Année 1861, Fortaleza, à la sortie d'une « samba » des noirs du Thelesphoro, chez Francisco Boiada. Gracino José Januário, maçon [pedreiro], a demandé la guitare [à l'originel « guitarra »] de Raymundo José de Castro. Celui-ci a refusé. Quand la samba s'est arrêtée, les deux hommes sont sortis ensemble. De retour à la maison, ils se sont disputés verbalement [« travaram razões »] jusqu'au moment où Gracino Januário a lancé un coup d'étau [« estaca »] dans la direction de Raymundo. Mais, celui-ci a été plus habile que l'autre pour se défendre ; il a tenu Gracino « par la gorge et lui a fait tirer un « palmo »<sup>7</sup> de langue en dehors ». Le bagarre a eu lieu près de la chapelle de la Conceição, à coté du cimetière<sup>8</sup>.

### IV

Village de Santa Cruz. Francisco Gonçalves da Silva et José Vicente da Costa étaient avec des amis et d'autres personnes dans la maison de Felix Pereira de Sousa.

<sup>6</sup> ARQUIVO PUBLICO DO CEARÁ. Solonópole - Ações Criminais. Pacote 01, n° 4. 1857-1881.

<sup>7</sup> Quand la France révolutionnaire a établi son système métrique, on a trouvé dans les Pyrénées-Orientales une mesure linéaire semblable, le "pan", avec 24,8 cm. En catalan, on trouvait les mots "pam" ou "palm". Le "pan" catalan avait la mesure du "palmo" brésilien (à peu près 20cm). Voir "Poids et mesures anciens dans les Pyrénées Orientales", <<http://www.jtosti.com/musee/mesures.htm>>. Consultation: le 14 mars 2005.

<sup>8</sup> ARQUIVO PUBLICO DO CEARÁ. Fortaleza - Ações Criminais. 1861.

Francisco se moquait de José. Ces plaisanteries étaient faites car celui-ci avait passé des soirées avec Santana, pendant les fêtes du mois de mai. Il s'est déclenché un conflit entre les deux. Le groupe s'implique dans une lutte corporelle. Les couteaux ont pris l'action dans la scène. Les bagarres ont occasionné des blessures graves à quelques personnes<sup>9</sup>.

## V

Année 1856, dans un lieu appelé Roça Velha. José Clemente, 22 ans, célibataire, vacher, savait lire et écrire. Joaquim Lopes, 22 ans, marié, agriculteur, il a dit qu' « il signait à peine son nom, pourtant il ne sait pas lire » (selon les mots du greffier). Tous les deux ont roué de coups la victime de nom Joaquina de Brito, chacun avec un fouet en cuir cru. Ils l'ont battu surtout dans les "parties basses". Au fur et à mesure que Joaquina recevait des coups, son vêtement s'ouvrait ; le document judiciaire décrit cette scène par le mot "discomposta". Le cordon de la jupe a été rompue par les coups de fouets. Mais la raclée ne s'est pas arrêtée là et ils ont donné des coups si forts, que Joaquina s'est mise à uriner du sang. Les coupables l'ont rouée de coups car elle arrivait à parler de liaisons illicites avec des femmes mariées. Déposition de plainte à « Lavras da Mangabeira ».

## VI

Antonia Maria da Conceição, d'à peu près dix ans, n'avait pas de parents connus et vivait dans la maison de Frankalim Lopes Barreiros. Elle est allée à une clôture qui était en face de sa résidence pour expulser des porcs. Au retour, pour prendre le chemin du portail, « elle a été surprise par Vicente Ferreira da Silva, qui l'a tenue dans ses bras et en lui plaçant la main sur sa bouche, il l'a conduite à la brousse ; et il l'a forcée brutalement. Vicente était agriculteur, marié et ne savait pas ni lire ni écrire. Déposition de plainte à « Aracoíaba »<sup>10</sup>.

---

<sup>9</sup> ARQUIVO PUBLICO DO CEARÁ. Itapajé – Ações Criminais. Pacote 03, n° 26. 1873-1874.

<sup>10</sup> ARQUIVO PUBLICO DO CEARÁ. Aracoíaba – Ações Criminais. Pacote 01 supl., n° 02. 1871-1925.

On ne doit pas oublier que l'archive judiciaire<sup>11</sup> surprend cette humanité dans un moment spécifique ; c'est un moment d'échec où on est devant une tragédie humaine. Même ainsi, il est possible de distinguer dans cette conjoncture générique la vigueur d'une culture qu'on ne contrôlait pas facilement. Détecter l'illettré était toujours une condition protocolaire de celui qui interroge. La spirale de violence atteignait des différents secteurs, types, personnages et situations. Il s'agissait d'une étiologie criminelle et elle n'opérait qu'une simplification brute et commode.

### **La figure du féroce : un stéréotype du paysan**

Les crimes étaient vus comme des réalités collectives où l'individu avait peu à dire. La grande question au sujet de la politique criminelle était de combattre les causes profondes des crimes ; c'est à dire les passions, les vices et la barbarie. Dans une seule expression : « l'homme inculte ». Cette pensée est à la base d'un stéréotype du sertão et de son peuple.

Ce stéréotype est présent dans les rapports officiels du Ceará à n'importe quelle date. On parle de « l'utilisation de la force brute », de « passions brûlantes, de la haine et d'un esprit de vengeance » (José Joaquim Coelho, **RPP-CE**, 10/Set/1841). On cite des lieux spécifiques dans la Province ; c'est une partie de l'espace provincial devenue barbare par des « crimes horrifiants commis fréquemment il y a longtemps » (Augusto de Aguiar par rapport à la « comarca » appelée Ipu, **RPP-CE**, 01/Jul/1849). L'utilisation du « bacamarte » – un type d'arquebuse populaire – et la pratique du brigandage donnait aux « sertões » de la Province le statut d'une région où personne ne respecte les droits de la personne. Les présidents de la Province – hommes de l'Empereur – voyaient cela comme un signe de l'absence de civilisation. Il s'agissait de la production d'une image très péjorative : ignorance, absence d'éducation morale et religieuse, enfin,

---

<sup>11</sup> Concernant l'archive et même le style de composition des histoires criminelles, j'ai consulté Arlette Farge (1989 et 1992).

absence des habitudes de travail. Dans cette image, le progrès et la civilisation sont envisagés comme des espaces du salut. La paix viendra dans l'avenir ; et l'avenir est une réalité lointaine, une utopie.

La participation populaire dans la politique avait sa place dans ce discours. On attachait au peuple une image de naïveté. Il ne savait pas ce qu'il faisait. Inculte et imprudent, le peuple croyait aux astuces perfides de l'opposition politique. (Almeida Rego, **RPP-CE**, 01/Set/1852.)

Les rapports provinciaux dénonçaient l'habitude « barbare » de porter toujours une arme, un usage très populaire à la campagne et commun aux moeurs des populations indigènes. De ce point de vue, les paroles du discours officiel sont trop directes, car ils disent que l'homme inculte est un criminel avant même de passer à l'acte : « L'homme inculte et irréligieux, quand il n'est déjà habitué aux crimes, il est déjà prêt et attend l'occasion favorable pour les commettre ». (Joaquim Villela de Castro Tavares, **RPP-CE**, 01/09/1853.) Dans un monde seigneurial où la majorité de la population n'était pas alphabétisée, cette déclaration avait un sens spécifique dans l'ordre seigneurial : le monopole de la vie sociale et politique du pays par les élites.

L'instruction publique était inséparable de l'éducation confessionnelle donnée par l'Église Catholique. L'éducation morale et religieuse de l'Empire essaie de formater les moeurs et coutumes vers une vocation à la soumission. L'éducation religieuse était vue comme un complément de la Police et de la Justice dans la prévention de l'acte criminel. Du point de vue d'un langage actuel, il s'agit de parler des incultes comme un *groupe de risque* : « la majorité des crimes sont commis par des analphabètes, sans un métier connu » (Homem de Melo, **RPP-CE**, 06/07/1865). C'est une affirmation fautive car les procès de la Police et de la Justice nous montrent que les personnes poursuivies étaient des hommes et des femmes avec un travail ou une occupation ordinaire.

Cet homme féroce et inculte est placé, bien sûr, dans les « dernières classes » de la société. Parfois dans les rapports, ils apparaissent liés à un chef de parti ou à un clan familial. Dans ce cas, il se peut qu'ils parlent du bandit et du mercenaire. Pour parler de

l'ensemble de ces chefs, les présidents utilisent un mot latin, *patronatu*. C'était donc le « patronato » une classe de chefs qui finançaient une grosse partie de la criminalité, surtout celle qui était attachée à la politique. Le « patronato », avec son capital, bloquait le pouvoir de Justice urbaine. Devant ces hommes, les présidents avaient des paroles moins dures.

Le « patronato » avait une double représentation dans cette étiologie criminelle. Parfois il était considéré comme une des causes radicales du crime, parfois il était envisagé comme une institution mutable et conjoncturelle. C'est à dire qu'on le trouve parfois dans le discours comme s'ils faisait partie des moeurs, des réalités enracinées dans la Province ; parfois comme un groupe qui peut s'adoucir par l'astuce de la politique impériale. Dans ce cas, le question du « patronato » appartient à la politique et à son domaine immédiat. Pour certains, il fallait que les politiques de la Province brandissent la paix comme standard. Le pouvoir provincial pensait à lui-même étant placé au-dessus des partis politiques locaux.

En fait, cette façon de penser et d'agir ne servait guère à la pacification. Chaque gouvernement poursuivait les ennemis de son parti. Donc, on parle d'un Etat sans légitimité pour réprimer et exercer une de ces fonctions de bases : le monopole de la violence. Dans ce sens, cependant, il était nécessaire d'opérer une distinction, encore inexistente à ce moment, entre le fait criminel et la politique. Ceci est une des bases idéologiques du nouvel Etat, de cette nouvelle Province, qui s'est développée après 1840 et qui se propose de faire de la pacification.

Quelques présidents cherchaient, de forme explicite, à trouver ce minimum consensuel à ce qui concerne les crimes – un consensus politique qui a résulté en une distinction plus ou moins claire entre le rôle de la politique et le rôle de la Justice sous la conduite d'une force politique spécifique. Déjà en 1851, l'un des présidents disait : « Pour atteindre des buts importants [relatifs à la pacification], il est nécessaire d'avoir l'appui total de tous les hommes honnêtes, sans distinction politique, que j'ai eu la

chance extraordinaire de recevoir » (Silveira da Motta, **RPP-CE**, 07/07/1851). Ces fins étaient mis, pour lui, dans une justice qui gardait la sévérité et la rigueur pour les criminels qui infestaient la Province ».

Au sujet des « hommes honnêtes » d'autres rapports semblent avoir été plus directs, se référant aux « potentados » ou au « patronato » rural composé de seigneurs puissants dans le sertão. On trouve sur les archives une définition parfaite. Il y avait toute une image positive : des distinctions sociales, des biens de la fortune, une supériorité intellectuelle supposée. Les relations de parenté et de protection étaient bien dans la définition d'une « influence ». C'est à dire un homme de position plus forte, entouré d'un certain groupe qui lui est dépendant. L'interêt politique explore ces circonstances. Il faut rappeler que les présidents d'une province représentent l'Empereur et ils ont une formation de notable. Donc la définition du « potentado » vient peut-être de la culture romaine, ça ne serait pas une définition originelle ou difficile à venir à l'utilisage mental d'un homme lettré.

En effet, la culpabilité ne retombe pas sur les « potentados », décrits par les rapports en terme de supériorité. Les pauvres de la campagne étaient invariablement vus comme porteurs naturels du non-savoir, tandis que le rude seigneur rural paraissait mériter l'estime d'avoir su faire fortune. Ces représentations mélangeaient un utilitarisme, parfois abject, et une présupposition d'ordre naturel divin. Elles fonctionnaient comme légitimité de la mentalité seigneuriale et étaient en accord avec les représentations semblables des élites françaises et européennes de la fin du 18<sup>e</sup> siècle. Au sujet de l'élitisme d'alors Garnot affirme : « Il s'agit d'une vision globalisante, qui mélange sans nuances les milieux et les activités et qui ne définit le peuple que par opposition aux élites elles-mêmes » (GARNOT, 1990, p. 79).

Nous arrivons donc à une vision stéréotypée et rigide de la criminalité; vision qui définit le patriarcat urbain des élites provinciales concernant la question criminelle et qui reste intouchable jusqu'à la Grande Sécheresse de 1877. Elle n'était pas une théorie mais entreprenait des pratiques et discours qui constituaient une véritable étiologie

criminelle. Elle était fondée sur l'existence d'un homme inculte, non-civilisé, dernier auteur de maux violents dont la localité souffrait. Une observation sociale est mise en marche, alimentée année par année entre les correspondances et rapports du Secrétariat de Police et dans le sein de la communauté politique.

Le cours de la civilisation était considéré par les élites comme un tout qui s'étendait vers la formation d'une communauté organique, possédant les adjectifs les plus décents : instruite, ingénieuse, croyante, enfin, ordonnée. On ne pouvait pas séparer le combat contre la criminalité et des missions plus importantes, à que l'Etat devrait entreprendre.

Le thème du travail est loin d'être envisager uniquement dans son aspect économique, matériel, car il produit plus que des marchandises. Il produit des hommes pacifiques qui ne sont plus inutiles à la société. Le travail est, surtout, un élément instructif, inséparable de la religion, de l'éthique catholique et l'instruction : il s'agit d'un thème qui, petit à petit, entre en scène comme faisant partie d'un composé et non comme un élément isolé. On doit le comprendre comme une valeur de la morale économique et également une valeur religieuse et politique.

Les questions de la criminalité gagnaient, cependant une importance particulière dans la Province à cette époque. On associait le combat contre le crime et le désordre à une politique de contrôle social, avec le combat à la coutume et à la recherche d'une insertion coercitive de toute la collectivité dans un paramètre de convivialité .

De tels stigmates portaient des principes culturels très distincts entre les hommes qui occupaient des postes officiels et la population. Les références du monde lettré sur la peur de la barbarie des intérieurs étaient également un simulacre de la culture des élites, un diviseur entre les populations « incultes » et les autorités. C'était un fossé désiré de forme plus ou moins consciente par les personnes lettrées.

Des nombreux personnages ont occupé la crainte réelle et imaginaire des hommes et des femmes de la « bonne société » en Occident, en France comme au Brésil. Une

bonne partie de ces personnages étaient condamnés pour ne pas être lettrés. L'incivilité est un vide dans le discours des lettrés. Ils constituent la non-identité, le revers de la culture. C'est une figuration collective non-individualisée, non-psychologisée, d'un tout qui est déduit comme produit de la culture du « nouveau monde ». Il s'agit enfin d'une difficulté de se comprendre soi-même; de parler de soi comme il s'agissait d'un autre.

**Da ordem pública à segurança individual: a luta contra os costumes do Sertão do Ceará, durante a segunda metade do século 19**

**RESUMO:** Trata-se de um artigo que faz a discussão acerca da aparente contradição entre dois tipos de discursos colocados nos relatórios oficiais relativos a questões de justiça e de polícia do século 19 no Brasil, um tipo que fala da paz da ordem pública e outro que conta histórias de violência e de insubordinação vindas de vários lugares sociais. De fato, vê-se um jogo de aparência e realidade, de valores da boa sociedade e o espelho do que ela pensava do povo, a imagem do estereótipo. A metodologia do trabalho vai do documento histórico e da revisão crítica até uma teoria do tipo estereotipado do "homem inculto".

**Palavras-Chaves:** Direitos Sociais; Política Penal; Brasil.

## 6. Références

CORBIN, Alain. **Le temps, le désir et l'horreur. Essais sur le XIXe siècle.** Paris : Aubier, 1991.

FARGE, Arlette. **Le goût de l'Archive.** Paris : Seuil, 1989.

FARGE, Arlette. **Vivre dans la rue à Paris au XVIIIe siècle.** Paris : Gallimard, 1992.

FRANCO, Maria Silvia de Carvalho. **Homens livres na ordem escravocrata.** 3<sup>e</sup> ed., São Paulo: Kairós, 1983.

FRAGA FILHO, Walter. **Mendigos, moleques e vadios na Bahia do Século XIX.** São Paulo: Hucitec; Salvador: EDUFBA, 1996.

GARNOT, Benoît. **Le peuple au siècle des Lumières. Échec d'un dressage culturel.** Paris : Imago, 1990.

MATTOS, Ilmar Rohloff de. **O Tempo Saquarema. A formação do Estado imperial.** 2<sup>e</sup> ed. São Paulo: Hucitec, 1990.

**Nota do Editor:**

*Submetido em: 14 mar. 2010. Aprovado em reunião dos Editores Executivos em: 25 mar. 2011.*

*Prima Facie, 2010, jan-jun. Edição publicada em abril de 2011.*

<http://periodicos.ufpb.br/ojs2/index.php/primafacie/index>